

Quelle est donc la situation? Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis six mois et la conjoncture est caractérisée par un ralentissement de l'économie canadienne et un ralentissement de l'économie américaine dont le gouvernement ne peut certes pas être tenu responsable. Mais la question est de savoir où commence sa responsabilité quand il essaye de compenser par les leviers de manœuvre économiques à sa disposition les effets du chômage au Canada ou les répercussions dans notre pays de la récession que subissent les États-Unis. Nous avons assisté à des hausses du taux d'intérêt dont le gouvernement doit maintenant assumer la responsabilité? Nous constatons un ralentissement de la croissance qui se poursuivra durant les cinq prochaines années, d'après les prévisions du ministre des Finances. Le contre-coup de la récession américaine nous guette. Il y a enfin, ainsi que le sait d'ailleurs le ministre, les réductions qu'il a lui-même apportées au programme de création d'emplois. Voilà quelle est la situation économique.

Nous devons tout d'abord étudier cette situation en nous rappelant les promesses qu'a faites le parti du ministre avant de prendre le pouvoir, car il a effectivement fait un certain nombre de promesses importantes. Le printemps dernier, les conservateurs avaient en effet des solutions miracles aux maux dont souffre l'économie canadienne, mais les promesses bourgeonnantes du printemps sont devenues autant de bois mort de l'hiver avant même que la neige ait commencé à recouvrir le pays.

Que nous chantaient-ils pourtant aux mois d'avril et de mai? Ils nous disaient que d'ici 1985, ils pourraient faire tomber le chômage à 5.5 p. 100 au Canada. Ce chiffre est loin des prévisions que le ministre des Finances a livrées il y a deux jours dans son exposé budgétaire; en effet, nous entrevoyons un taux de chômage de 8.3 p. 100 d'ici 1981. Ils parlaient aussi de créer 1.5 million d'emplois d'ici 1985, mais toujours selon les prévisions du ministre des Finances, 135,000 emplois seront supprimés d'ici 1981. Ils évoquaient un taux de croissance de 5 p. 100 du PNB en 1985 et ils parlent maintenant d'une économie à croissance nulle, pour la deuxième fois depuis nombre d'années. Ils parlent de croissance nulle dans un pays comme le nôtre, qui possède un potentiel énorme en termes de ressources humaines, de ressources naturelles et de notre position stratégique dans le monde. Ils ont aussi parlé d'un certain nombre d'autres initiatives.

Ils disaient qu'ils réduiraient les impôts de deux milliards et demi de dollars. Nous savons tous qu'ils ont décidé de recourir à la méthode la plus régressive, la plus injuste de lever des impôts, en taxant ceux qui ont le plus grand besoin d'argent en ces temps d'inflation galopante, c'est-à-dire les propriétaires d'automobile, les consommateurs d'essence, et les travailleurs, qui paient des primes d'assurance-chômage.

Les conservateurs vont soutirer environ 2.8 milliards de dollars aux automobilistes canadiens, près de 800 millions aux employeurs et employés qui paient des primes d'assurance-chômage et ils ont décidé de pousser le principe du paiement par l'usager à la limite en disant aux chômeurs qu'à l'avenir,

aussitôt qu'ils trouveront du travail, ils devront payer pour tous les services fournis par les bureaux de placement fédéraux. Le ministre n'a pas parlé de cela ce soir. Il a émis un communiqué de presse hier. Personnellement, je trouve la situation scandaleuse: le gouvernement du Canada dit aux Canadiens qu'ils n'auront plus droit aux services gouvernementaux gratuits, que le coût de ces services sera imputé aux travailleurs.

Si l'on additionne ces deux ou trois chiffres on voit que le gouvernement puisera 3 milliards et demi de dollars dans l'économie.

Des voix: C'est honteux!

M. Fox: Jetons un coup d'œil aux prévisions exposées dans le budget que le ministre a déposé avant-hier. Il nous a dit que le taux de chômage augmenterait en passant de 7.5 p. 100 à 8.3 p. 100 en 1980 où il demeurerait en 1981. Combien de personnes cela représente-t-il en réalité? Je pense en effet qu'ici, à la Chambre, on a tendance à oublier cet aspect. Quand on dit que le taux de chômage est en moyenne de 7.5 p. 100, cela veut dire qu'environ 850,000 Canadiens sont à la recherche d'un emploi et n'en trouvent pas.

Qu'est-ce que le gouvernement a promis de faire pour les Canadiens dans les années à venir? Le ministre parle du rôle des entreprises privées, mais que va faire le gouvernement pour stimuler ce secteur, pour le développer, afin de lui permettre d'offrir les emplois auxquels le ministre a fait allusion. Le collègue du ministre, le ministre des Finances, dit que le taux de chômage passera de 7.5 à 8.3 p. 100, ce qui signifie que le nombre de chômeurs, qui est de 850,000 cette année, sera porté à 963,000 l'année prochaine et à 986,000 en 1981.

Une voix: C'est inacceptable!

M. Fox: Tout cela si les prévisions du ministre sont exactes. Le gouvernement arrive à faire une telle proposition à un moment où le taux de croissance de la population active ralentit, c'est-à-dire qu'à un moment où le taux de croissance en général diminue, les politiques économiques du gouvernement vont porter le nombre de chômeurs de 850,000 à 986,000 d'ici deux ans seulement, et il s'agit là de ses propres prévisions.

● (1740)

Qu'est-ce qu'ils promettent du côté de l'inflation? Ils parlent maintenant d'un taux de 11 à 11.4 p. 100 d'ici à 1981. Jolie façon d'envisager la création d'emplois!

Une voix: Il va falloir changer cela.

M. Fox: Mon collègue a raison, il va falloir changer cela. Quand je pense à certaines choses que le ministre des Finances a dites, et quand je lis son exposé budgétaire, je constate qu'il a su relever quelques bons points dans l'économie canadienne. Il a dit que beaucoup d'emplois ont été créés. Il ne parle pas des emplois créés par lui mais de ceux créés par ses prédécesseurs à ce portefeuille. Voici ce qu'il a dit:

Baucoup d'emplois ont été créés. En octobre 1979, on comptait environ 440,000 personnes employées de plus qu'un an auparavant.